



# Salaires, pensions, minima sociaux : leur augmentation est vitale !!!

OUI !



Le quoi qu'il en coûte de Macron pour le grand patronat a permis aux 500 familles les plus riches de France :

- de doubler leur patrimoine pendant le quinquennat, passant de 500 à 1000 milliards d'euros.
- de verser 70 milliards de dividendes pour les actionnaires du CAC 40.

Et pourtant, comme d'habitude, les patrons, la larme à l'œil et la main sur le cœur, nous expliquent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires car ils ne pourraient plus faire face à la concurrence internationale et que ce qu'ils nomment « des charges » seraient trop élevées en France.

Toujours la même rengaine patronale, ressassée depuis plus de 50 ans, qui a permis aux riches de devenir très très riches et conduit l'ensemble des travailleuses et travailleurs vers un appauvrissement généralisé.

Pendant que ces profiteurs sans foi ni loi, sauf celles de la loi du marché et de la concurrence libre et non faussée continuent d'exploiter les salariés et la planète, sans aucune limite, et avec le soutien des gouvernements qui se sont succédé depuis de nombreuses années, pour les travailleuses et travailleurs, c'est la double peine. Aujourd'hui, 10 % des français ont recours à l'aide sociale !

La fourberie de Macron nous demandant de rentrer en résilience, d'accepter des hausses de prix vertigineuses sans broncher au nom du contexte international, est sans commune mesure :

- Essence : + 25 % en un an et + 50 cts par litre en moins de 15 jours !
- Energie : + 18,6 % en un an et ce n'est pas fini avec l'augmentation prévisible du prix de gaz !
- Les produits de première nécessité explosent !

Au-delà de l'indécence, cette situation de surexploitation des classes populaires à l'œuvre partout dans le monde est purement et simplement scandaleuse et inacceptable.

Pendant que les prix et les factures s'envolent, les salaires stagnent et les pensions diminuent. Il est donc urgent de revaloriser l'ensemble des salaires et des pensions de retraite, ainsi que les minima sociaux, l'allocation chômage et les bourses étudiantes.

**Il faut arrêter ce gâchis d'argent public envers les déjà ultra riches ! L'argent qu'on nous vole doit être réinjecté dans les salaires !**

Il faut augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux d'au moins 400 € et dégeler le point d'indice dans la fonction publique, c'est possible et indispensable pour bien vivre. C'est un élément essentiel pour relancer la consommation des ménages et renforcer notre sécurité sociale, tout comme la transformation des emplois précaires en emplois stables et la fin des temps partiels imposés.

Attention aux arnaques (surtout en cette période d'élection présidentielle) ! Augmenter les salaires, c'est augmenter le salaire brut. Augmenter le salaire net en baissant les cotisations sociales prive la Sécurité sociale de ses ressources et ouvre la porte aux vautours du privé qui dépèceront nos systèmes solidaires d'allocations familiales, de santé, de retraite et de chômage. Celles et ceux qui vous proposent donc d'augmenter votre salaire net sans augmenter le salaire brut, vous proposent en fait une baisse de vos droits.

**Avec la CGT, exigeons un salaire minimum à 2000 euros brut dans le public comme dans le privé et pas une pension en dessous de ce SMIC,**

**par la grève et la manifestation le 17 mars 2022  
à 10 h 00 place de la République à Châteauroux**